

Affaires courantes

Enfin, ces gens sont mécontents, et avec raison, de la TPS que veut imposer le gouvernement conservateur d'en face et j'appuie en totalité les électeurs de Hawkesbury qui sont contre la TPS.

[Traduction]

LINDEMNISATION FISCALE DES LOCALITÉS ISOLÉES ET
DU NORD

M. Rod Murphy (Churchill): Madame la Présidente, pour faire suite à la question que j'ai posée aujourd'hui au cours de la période des questions, je présente une pétition signée par des citoyens du nord du Canada au sujet de la nécessité d'accorder des dégrèvements fiscaux en compensation du coût élevé de la vie des travailleurs dans les régions dites nordiques ou isolées.

Comme le rapport déposé il y a un an par le groupe de travail sur les avantages fiscaux pour les régions nordiques et isolées ne traite pas de ces questions, vos pétitionnaires demandent au Parlement de rejeter les recommandations du rapport et de mettre au point un programme équitable d'avantages fiscaux qui tienne compte des besoins financiers des gens qui habitent les régions nordiques et isolées.

La pétition porte environ 600 signatures, surtout de citoyens de The Pas, au Manitoba, et d'autres collectivités comme Wanless, Snow Lake, et Thompson et Sherridon ainsi que de Swan River et de Birch River, dans la circonscription de Dauphin—Swan River.

Comme d'autres collègues, madame la Présidente, vous savez que des citoyens de régions nordiques de l'Alberta, du Québec et de l'Ontario ont signé des pétitions comme celle-ci pour demander au gouvernement d'agir sans plus tarder.

LE PHARE DE GANNET ROCK

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter une pétition signée par des habitants de l'île du Grand-Manan qui contestent la décision de ne plus affecter de personnel au phare de Gannet Rock, qui existe depuis 1831.

Ce n'est qu'une des nombreuses pétitions que j'ai présentées à ce sujet. Je suis très heureux de présenter celle-ci au nom des habitants du Grand-Manan. La pétition est dûment signée et enregistrée.

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règle-

ment, j'ai une pétition à présenter à la Chambre. Les pétitionnaires s'opposent à la TPS sur les livres et les journaux.

[Traduction]

Prélever la TPS sur les livres, les revues et les journaux, c'est imposer une taxe à l'éducation et à la lecture.

[Français]

Les pétitionnaires vous prient de rejeter cette taxe sur les livres et les journaux.

[Traduction]

M. John Nunziata (York—Sud—Weston): Madame la Présidente, j'ai le très grand honneur de présenter cette pétition, non seulement à cause du sujet qu'elle aborde, mais surtout à cause des gens qui l'ont signée.

La pétition traite, bien sûr, de la taxe sur les produits et services. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada, et en particulier au premier ministre, qui est actuellement présent à la Chambre, de retirer ce projet de taxe régressive. Ils s'inquiètent des répercussions néfastes qu'aura la TPS sur leur mode de vie.

J'ai l'honneur de présenter cette pétition parce qu'elle est signée par des habitants de plusieurs localités, comme Dunrobin, Woodlawn, Kanata, Embrun, où est née la mère du député de Glengarry—Prescott—Russell, et d'un grand nombre d'habitants de la localité de Sarsfield, dans. . .

Mme le vice-président: Nous ne sommes pas ici pour un cours d'histoire, même si cela est très intéressant.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, je ne porterai pas atteinte aux droits des députés en déclarant que la pétition est signée par des gens de la région de Kingston, Nouvelle-Écosse. Je ne dirai pas cela.

J'ai l'honneur et le privilège de présenter aujourd'hui une pétition signée par des Canadiens qui soulignent que la taxe sur les produits et services proposée par le ministre des Finances constitue une forme injuste de taxation parce qu'elle ne tient aucun compte des moyens financiers des contribuables.

Ils ajoutent dans leur long texte que le gouvernement essaie maintenant de taxer la lecture, les coupes de cheveux, les couches, les cercueils et les combustibles servant à chauffer les maisons.

Les pétitionnaires prient le Parlement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services et de réformer le régime fiscal pour que les riches et les entreprises paient un impôt minimum.